Document généré le 3 juil. 2025 01:43

Téoros
Revue de recherche en tourisme

Le tourisme dans une région périphérique : l'exemple de l'île de Corse (France)

Gérard Richez

Volume 13, numéro 1, mars 1994

Bas-Saint-Laurent, Gaspésie, Iles-de-la-Madeleine : fascinantes périphéries

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1077774ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1077774ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0712-8657 (imprimé)
1923-2705 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Richez, G. (1994). Le tourisme dans une région périphérique : l'exemple de l'île de Corse (France). *Téoros*, *13*(1), 34–37. https://doi.org/10.7202/1077774ar

Tous droits réservés © Université du Québec à Montréal, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Le tourisme dans une région périphérique: l'exemple de l'île de Corse (France)

Gérard Richez*

On peut avancer cinq caractéristiques principales pour introduire le sujet dans cet espace très particulier. Il s'agit en effet de: une île montagneuse de taille moyenne; une île méditerranéenne; une île française; une île à touristes; une île à problèmes.

Quatrième île méditerranéenne par sa superficie, septième par sa population et l'une des dernières par sa densité, la Corse constitue un cas particulièrement intéressant de la problématique insulaire méditerranéenne marquée avant tout par la condition d'espace périphérique.

La Corse: une région périphérique

En quoi et par quelles caractéristiques la Corse est-elle une région périphérique? Quels sont les critères que l'on peut retenir comme pertinent? Et périphérique par rapport à quel centre?

Une île

La situation d'insularité implique nécessairement une *coupure spatiale* très forte: une distance aquatique à franchir, ce qui paraît normal puisqu'une île est définie comme un espace entouré d'eau.

Elle est donc à l'origine d'une *rupture de charge* nette: on doit prendre un bateau ou l'avion. Cette situation très particulière entraîne des contraintes: le respect des horaires, une attente plus ou moins longue et des pertes de temps. Le voyageur est alors soumis aux problèmes du mauvais temps qui se traduit aussi par des retards, des avions déroutés, des traversées particulièrement nauséeuses même avec des bateaux modernes, voire des accidents parfois graves.

La nécessité d'emprunter un ou des moyens de transports maritimes ou aériens se traduit, en outre, bien sûr, par des frais supplémentaires et des surcoûts divers. Elle entraîne une dépendance à l'égard des sociétés de transport: jusqu'en 1990, des compagnies Air France et Air Inter qui ont ensuite cédé la place à une compagnie aérienne régionale, la Société Corse Méditerranée d'une part, et d'autre part, de la Société Nationale Corse-Méditerranée (SNCM) qui bénéficie du monopole de pavillon. Cette situation est synonyme d'absence de concurrence et l'on en connaît bien les effets négatifs, et notamment le fait qu'il n'y ait pas de solution de rechange en cas de conflit social. En 1990, une grève catastrophique de la SNCM de deux mois entraîna une pénurie de produits frais, un manque de viande et une destruction de certains produits maraîchers (salades, clémentines par exemple) qui constituent une des très rares exportations agricoles de l'île, etc., conduisant l'économie insulaire à une situation proche de l'asphyxie. Épisodiquement, des grèves des transports se produisent: quand ce ne sont pas les personnels des bateaux qui se mettent en grève, ce sont ceux des avions qui les relaient; d'autres fois ce sont les personnels des aéroports ou des ports qui en rendent l'accès impossible et tiennent l'île en otage. En 1993, il a fallu que la direction de la SNCM menace d'abandonner totalement ses liaisons avec le port de Marseille, déjà très gravement touché par la crise économique, pour que les dockers reviennent à la raison en acceptant la nécessaire modernisation de leur profession.

Cette situation de dépendance très forte vis-à-vis de l'extérieur a pour conséquence la nécessité de constituer des stocks tant pour les agents économiques que pour les particuliers; en outre, il est impossible de gérer l'économie avec des «flux tendus» qui caractérise la situation de très nombreuses entreprises en Europe.

La distance spatiale

La Corse est à des distances variables du continent:

- elle est très proche de l'Italie (une centaine de km) et encore plus des îles italiennes: Elbe et la Sardaigne où

* Monsieur Gérard Richez est Maître de Conférences à l'Université de Provence, en France.

quelques kilomètres seulement les séparent;

- la distance est plus grande avec la France: environ 220 km pour le trajet le plus court et de 360 km pour le plus long entre les ports insulaires et les deux principaux français du continent (Marseille et Nice). Au plan distance donc, une vraie périphérie comme on peut très bien le constater sur une carte.

Une île montagneuse de taille moyenne

- Sa *superficie* est de 8800 km²;
- elle est *peu peuplée*: 250 000 habitants en 1991, soit une densité voisine de 30 habitants au km², ce qui est très faible;
- *une montagne omniprésente*, une altitude moyenne de 568 m et un point culminant à 2700 m et des vallées nombreuses et profondes entraînant une série de difficultés diverses pour circuler dans l'espace corse. Conséquence: une multiplication des ports (7) et des aéroports (4), situation qui constitue une originalité en Méditerrannée où aucune autre île n'est dotée de tels équipements «lourds». Cet isolement est coûteux à résorber et à entretenir; il est à la charge, pour l'essentiel, de la métropole.

Une île non pas sous-développée mais non développée

Les possibilités agricoles limitées de la Corse jointes à une population réduite en nombre ont pour conséquences: l'existence d'un petit marché de consommation; la difficulté d'écoulement de productions locales sur place qui doivent, dans le même temps, assumer le coût du transport pour exporter; une très forte dépendance vis-à-vis de l'import.

La répartition par catégorie socio-professionnelle illustre bien cette situation de non développement. Elle se caractérise par: une hypertrophie du tertiaire qui occupe 70 % des emplois; une place médiocre du secondaire: 8% pour l'industrie quasiment inexistante mais 12 % pour le Bâtiment et les Travaux Publics alimentés par le tourisme, les commandes publiques et aussi par les nombreuses destructions à l'explosif liées aux problèmes politiques, sociaux et culturels que connaît l'île depuis près d'une vingtaine d'années; un secteur primaire relativement important: 10 % et empreint d'archaïsmes qui donne parfois l'impression que l'île est devenue un «espace musée».

Ce type de répartition par grands secteurs d'activités économiques me paraît être un critère particulièrement révélateur d'une situation périphérique.

À ces caractéristiques, il faut ajouter aussi le rôle de l'économie souterraine, sans doute aussi un bon critère pour repérer une région ou un pays périphérique.

Pendant longtemps, la France n'a pas réellement cherché à mettre en valeur les potentialités de cette île non dotée, il est vrai, des éléments nécessaires, dans le passé, à mettre en place une industrie lourde (charbon, fer, etc.). La Corse fait partie des «SUDS», c'est-à-dire des espaces de l'Europe méridionale restés à l'écart de la révolution industrielle et des grands courants d'échanges économiques.

Cette quasi-absence d'activités économiques se manifeste par la rareté des postes de travail qui conduisit et conduit encore nombre d'insulaires à émigrer vers la France, c'est-à-dire le centre, demandeur alors de main-d'oeuvre, qualifiée ou non, pour son industrie, son administration et son armée. Plus de 500 000 Corses probablement vivent et travaillent actuellement sur le continent. Cette émigration, comme partout où elle se produit, a concerné avant tout les éléments les plus dynamiques de la population, recherchant à l'extérieur un avenir meilleur qui les a, parfois, coupé de leurs compatriotes restés sur place. La Corse a manqué et manque encore de cadres moyens et supérieurs capables d'impulser et d'assumer le développement.

Culturellement une île bien périphérique: une forte distance psychologique

On signalera d'abord que la Corse est française depuis relativement peu de temps: 1769 (soit 224 ans). Elle a été achetée à la République de Gênes et n'a donc pas choisi son destin comme l'a fait la Savoie, par exemple, à la même époque.

Elle possède une langue particulière, très proche de la langue toscane, province juste en face de la côte ouest de la Corse, des traditions latines et méditerranéennes dans les styles de vie. Ses mentalités, ses relations familiales et sociales, ses traditions sont encore très fortes actuellement, même si elles tendent à s'émousser devant la culture de masse et à s'éroder rapidement face à la crise économique.

Ce particularisme entraîne la société corse dans un conflit permanent entre ce qui est externe et interne à la Corse, entre montagne et plaine, entre factions politiques. Tradition et modernité s'affrontent en permanence sur front de crise économique sévère.

Un espace périphérique certes, mais doté de forts éléments de cohésion

La langue française et la culture française sont partout présentes et font que les Corses appartiennent à deux cultures. Ils disposent d'un bon niveau d'administration qui se traduit par une forte influence dans les revenus et les retraites. Le niveau de consommation et d'équipement en voitures, équipement ménager etc., est très bon. La Corse est un espace périphérique de la France, mais elle fait partie intégrante de ce pays et de son niveau économique et social que lui envient bien d'autres îles, comme les îles grecques ou les Açores portugaises.

En résumé :

- Une *île non développée*, sans avenir clair, repliée sur elle-même.
- Un espace très fortement marqué par *l'insularité*. L'insularité est généralement considérée, dans le contexte économique actuel, comme facteur d'entrave au développement économique et comme une source de fragilisation de l'économie. Cette opinion se trouve confortée par le fait que la plupart des îles connaissent, depuis quelques décennies, des difficultés économiques qui les ont mises en retard par rapport aux régions continentales et aux pays auxquels elles se rattachent. Les îles méditerranéennes font partie des zones défavorisées ou déprimées de ces pays - tant au plan démographique qu'économique - et connaissent de ce fait des déséquilibres importants.
- *Des atouts exceptionnels*, conséquences de son non développement: de l'espace, et surtout des littoraux superbes au plan paysager et quasiment vides d'activités car longtemps considérés comme inutiles et surtout dangereux en raison de la malaria. La société corse traditionnelle est une société de

la montagne, fondée sur l'élevage, activité «noble» par excellence, surtout depuis qu'elle est en cours de diminution et qu'elle a disparu totalement d'un certain nombre d'endroits.

Le tourisme de masse commence à envahir les littoraux de la France continentale dans les années soixante. Les investisseurs privés et l'État vont alors vite se rendre compte des atouts exceptionnels de la Corse en ce qui concerne le tourisme. Et des possibilités importantes de développement économique pour cette île pour laquelle peu de choses avaient été faites jusqu'alors. Le tourisme fut alors considéré dans les années soixante-dix comme pouvant être le *«levier du développement économique de la Corse»*.

Le tourisme en Corse : une quasi-monoactivité

Les atouts

Ils sont nombreux: un littoral de 1000 km de long, soit autant que la façade méditerranéenne française continentale; un littoral superbe, varié (côte rocheuse granitique, schisteuse ou volcanique, surtout à l'ouest, sablonneuse à l'est); un littoral presque vierge d'équipements; la mer Méditerranée, belle et peu polluée par les rejets industriels, puisqu'il y a peu d'industries en Corse; une montagne, alpine par ses sommets déchiquetés, son relief, la présence d'un couvert neigeux qui peut être important en hiver, et des névés tout l'été dans les parties les plus favorables; des forêts denses de feuillus, fraîcheur estivale garantie; des torrents nombreux, donc de l'eau en relative abondance ce qui est rare en pays méditerranéen et encore plus dans les îles; des villages de montagne extrêmement pittoresques et encore habités, mais pour combien de temps?

Mise en place et caractéristiques du tourisme

Les principes

Il n'y a pas, en Corse, de plan étatique massif d'aménagement global comme cela s'est fait dans le Languedoc-Rousillon; on trouve au contraire, une multitude de projets impulsés dans leur très grande majorité de l'extérieur (capitaux privés) montrant bien que la Corse n'était qu'un support pour des opérateurs venant de l'extérieur. Une société étatique, la Société pour l'Équipement Touristique de la Corse, (SECTCO) fut chargée d'aider à la mise en place d'une petite hôtellerie familiale et d'un certain nombre d'opérations destinées à promouvoir le tourisme: les résultats furent très modestes et le «levier» du développement économique de la Corse se réduisit à un fétu de paille.

Les caractéristiques principales du tourisme

Je me limiterai seulement à donner ici quelques caractéristiques très générales de cette activité.

La Corse connaît (subit?) un tourisme de masse qui atteint, bon an mal an, un million à 1,2 million de visiteurs pour une population de 250 000 habitants, pour l'essentiel concentré sur l'été (80 % environ). Le 15 août 1991, l'INSEE a estimé que 330 000 touristes étaient présents sur l'île. Venus dans leur très grande majorité en voiture, ils sont très mobiles, sillonnant l'espace corse en tous sens, donnant l'impression aux insulaires d'un véritable envahissement. Adeptes du camping («une île pour campeurs» a pu titrer un article de la revue de l'INSEE, **Economie Corse**) et souvent du camping «sauvage», leurs retombées économiques sont plus faibles que dans d'autres îles où l'accès en avion est essentiel (les Baléares, par exemple).

En Corse comme ailleurs, les activités touristiques se diversifient de plus en plus et se traduisent par la recherche de la qualité, de milieux naturels peu transformés, d'exotisme et d'un accueil chaleureux qui fait trop souvent défaut ici. Comme partout ailleurs, le touriste reste moins longtemps et surveille avec une attention très vive ses dépenses.

Enfin, en raison de l'ampleur de l'émigration insulaire et du profond attachement des Corses à leur île, on note un très fort pourcentage (le quart environ) de touristes très particuliers puisqu'il s'agit de Corses rentrant chez eux.

Les mouvements régionalistes et nationalistes

Dans le même temps où tous ces projets fleurissaient (200 à 300 000 lits dans les cartons des investisseurs pour une population qui alors n'atteignait pas 200 000 habitants permanents!) et que certains voyaient le jour, la Corse des années soixante-dix, comme un certain nombre de régions françaises, a vu se développer le mouvement régionaliste, en réaction contre le centralisme parisien. Les responsables du mouvement régionaliste puis nationaliste ont vite compris le danger, pour la culture corse, de la mise en place d'une puissante activité touristique, surtout si un certain nombre de mesures d'accompagnement n'étaient pas prises.

En effet, le tourisme, ici, a été vécu comme une agression, un néocolonialisme: les capitaux et l'essentiel du personnel venaient de l'extérieur, entraînant trop souvent une mise à l'écart des Corses.

La culture, le rythme de vie des touristes si différent, les trois mois d'activité succédant à neuf mois d'inactivité étaient mal perçus par une population vieillie, repliée sur elle-même et, de ce fait, particulièrement menacée. La forte demande estivale entraînait chaque année une hausse des prix qui ne baissaient jamais une fois la saison finie. Ajaccio et Bastia sont les deux villes les plus chères de France!

L'occupation des littoraux par les activités touristiques et la spéculation qu'elle provoque a été et reste mal vécue par les Corses qui se voient ainsi dépossédés d'un patrimoine qu'ils ont, certes, eux-même contribué à dilapider.

Les rejets du tourisme

Cette situation assez particulière se traduisit par toute une série d'actions violentes: manifestations dégénérant en bagarres avec des blessés graves (point trop original dans la France de l'époque!), mais surtout la Corse se singularisa - et se singularise toujours - par le recours qu'elle fit aux destructions à l'explosif couplé à des bouteilles de gaz, d'un certain nombre d'hôtels, de villages de vacance, de résidences secondaires appartenant à des Français originaires du continent et à des étrangers.

Mais elle entra aussi en lutte contre toutes les formes de ce qui était perçu par les nationalistes comme relevant de la domination de l'État français: perceptions, gendarmeries, palais de justice, banques, etc., en Corse et sur le continent, notamment au travers de «nuits bleues» très spectaculaires et très médiatiques puisqu'elles regroupaient parfois plusieurs dizaines d'attentats! Certaines administrations régionales comme le siège et les bureaux du Conseil général de la Haute Corse furent aussi détruites à l'explosif en raison de leur

rôle de «courroie» de transmission, entre le niveau national et le local et en raison du phénomène du «clanisme», considéré par les mouvements nationalistes comme étant une des origines du maldéveloppement de la Corse.

La réaction de l'administration française - très centralisatrice jusqu'en 1983, date à laquelle commencent à entrer en vigueur les lois de décentralisation - fut maladroite et souvent brutale: la répression se traduisit par l'emprisonnement de plus d'une centaine de jeunes Corses, par des forces de police omniprésentes conduisant à des «bavures» mortelles pour des innocents, par une situation quasi-insurrectionnelle, auxquelles succédèrent des périodes de calme, suivies à nouveau par des périodes de nouvelles violences selon un engrenage bien connu; les gouvernements de gauche ayant un peu moins mal géré ce problème que ceux de droite, traditionnellement plus enclins à faire respecter la loi républicaine et le jacobisme centralisateur.

Dans le même temps, s'est développé un puissant banditisme, favorisé par la situation politique et sociale particulière issue de cette période très troublée et sans doute aussi par les activités touristiques particulièrement propices au recyclage de «l'argent sale». Ce banditisme se retrouve aussi assez souvent dans d'autres régions périphériques insulaires (Sardaigne, Sicile, etc.).

Conséquences de cette situation assez particulière

Cette situation qui est apparue au début des année 1970 constitue un très fort handicap pour les activités économiques locales car les investisseurs possibles se détournent, bien évidemment, de cette «île à risques».

D'où un fort ralentissement des opérations d'aménagement: quasiment toutes les grosses opérations ont été arrêtées: soit environ 200 000 lits!

D'où la revente des terrains achetés à très bas prix par des Sociétés Civiles Immobilières qui renonçaient à leurs objectifs de constructions de logements touristiques. L'action du Conservatoire du littoral, organisme public chargé d'acheter des terrains aux fins de protection et d'aménagement touristiques et récréatifs légers, s'en trouva ainsi largement stimulée.

Mais, en contrepartie, multiplication des constructions isolées, au coup par coup, sans plan d'ensemble conduisant, en certains lieux, à un mitage préoccupant de l'espace. Et modification dans la répartition par nationalité des touristes: baisse des Français en provenance du continent et des Allemands; et très forte augmentation des Italiens: 20 % de la clientèle touristique totale et plus de la moitié des étrangers.

Et pourtant, l'activité touristique représente l'activité économique essentielle de l'île. Le chiffre d'affaires a été estimé par l'INSEE à 6,6 milliards de FF, dont 1,6 pour les transports. Et ce n'est pas le moindre paradoxe de cette île!

Conclusions

Si l'on analyse la situation de l'île de Corse au travers de trois critères majeurs qui sont la distance spatiale, l'originalité culturelle et le moindre niveau de développement économique, la Corse est donc bien une région périphérique au même titre que d'autres ensembles insulaires français ou d'autres régions européennes. Elle fait partie de ces «SUDS», espaces en décalage important, qui bénéficient actuellement d'une attention particulière de l'Union européenne afin de tenter d'atténuer les écarts entre centre et périphérie qui sont sources de dysfonctionnements graves.

La Corse a évité, au moins en apparence, le danger du tout tourisme, d'une île livrée à une monoactivité. Elle s'est donnée le temps de la réflexion sur ses choix de développement. Mais elle a du mal à dire clairement ce qu'elle veut et surtout à mettre en place une politique cohérente de développement, empêtrée qu'elle est par ses contradictions. Depuis 1981, les régions françaises - et la Corse un peu plus que les autres en raison de ses spécificités - disposent de davantage de pouvoirs. Elle devrait - elle devra - faire preuve de sa capacité à se donner les moyens d'une nouvelle politique qui devrait tendre à atténuer les effets pervers de la situation de périphérie dans laquelle elle se trouve et, au contraire, chercher à valoriser au maximum les effets positifs de se trouver en périphérie d'un centre économiquement puissant.